

**Direction départementale des  
Territoires**

6 Place de la Pyrotechnie  
18019 BOURGES CEDEX  
Téléphone : 02 34 34 61 00

**ARRETE n° DDT - 2020 - 228**

**Portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte de l'Allier, de la Loire, et de la Vauvise ; du seuil d'alerte renforcée de la Petite Sauldre ; du seuil de crise de l'Aubois, de l'Arnon amont, de l'Arnon aval, de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Yèvre à l'aval de Bourges, de l'Auron, du Cher, du Fouzon et de l'Indre et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher**

Le préfet du Cher,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L 211-1 à L 211-10, L 215-1 à L 215-13 concernant les cours d'eau non domaniaux, les articles L 432-3, L 432-5 et L 432-8 relatifs à la protection de la nature, les articles R 211-1 à R 211-9, R 211-66 à R 211-70 relatif à la limitation et à la suspension des usages de l'eau et les articles R 214-1 à R 214-60 portant application des articles L 214-1 à L 214-6,**

**Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne adopté le 4 novembre 2015, approuvé par le préfet coordonnateur le 18 novembre 2015,**

**Vu l'arrêté n° 2012-1-0571 du 16 mai 2012 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département du Cher et les mesures générales ou particulières destinées à faire face à une menace de sécheresse par la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-1021 du 31 août 2020 accordant délégation de signature à Monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des Territoires ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2020-212 du 7 septembre 2020 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° DDT - 2020 - 219 du 15 septembre 2020 portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte de la Vauvise ; du seuil d'alerte renforcée de la Petite Sauldre ; du seuil de crise de l'Aubois, de l'Arnon amont, de l'Arnon aval, de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Yèvre à l'aval de Bourges, de l'Auron, du Cher, du Fouzon et de l'Indre et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher**

**Vu l'arrêté préfectoral régional n°2020-109 du 21 septembre 2020 définissant des mesures coordonnées de restriction des usages de l'eau sur les bassins de la Loire et de l'Allier ;**

**Considérant l'état préoccupant de la ressource en eaux souterraines et en eau de surface en date du 23 août 2020 ;**

**Considérant que le débit de la Vauvise est inférieur à son seuil d'alerte tel que défini à l'annexe 3 de l'arrêté n°2012-1-0571 du 16 mai 2012 visé ;**

**Considérant que le débit de la Petite Sauldre est inférieur à son seuil d'alerte renforcée, tel que défini à l'annexe 3 de l'arrêté n°2012-1-0571 du 16 mai 2012 visé ;**

**Considérant que les débits de l'Aubois, de l'Arnon amont, de l'Arnon aval, de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Yèvre à l'aval de Bourges, de l'Auron, du Cher, et du Fouzon sont inférieurs à leurs seuils de crise respectifs, tels que définis à l'annexe 3 de l'arrêté n°2012-1-0571 du 16 mai 2012 visé ;**

**Considérant** que le bassin de l'Arnon amont et de l'Indre dans le département de l'Indre sont en situation de crise, et qu'il convient de mettre en œuvre des mesures de limitation des usages de l'eau sur l'ensemble de ces bassins,

**Considérant** que, dans ces conditions, il convient de mettre en œuvre des mesures de limitation des usages de l'eau pour préserver la ressource en eau et le milieu aquatique,

**Considérant** la situation hydrologique de la Loire et de l'Allier ayant conduit le comité de gestion des réservoirs de Naussac et de Villerest et des étiages sévères, lors de sa réunion du 16 septembre 2020, à décider l'abaissement à 45 m<sup>3</sup>/s l'objectif de soutien d'étiage de la Loire à Gien,

**Considérant** les mesures prises par le préfet de région, préfet coordonnateur de bassin dans son arrêté n°2020-109 du 21 septembre 2020 susvisé,

**Considérant** la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau, conformément à la Directive Cadre sur l'Eau,

**Considérant** la situation exceptionnellement basse des niveaux piézométriques des nappes d'eaux souterraines,

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires,

## **A R R E T E :**

### **Article 1<sup>er</sup> - ABROGATION**

l'arrêté préfectoral n° DDT - 2020 – 219 du 15 septembre 2020 susvisé est abrogé.

### **Article 2 – PLACEMENT DU DEPARTEMENT EN SITUATION DE VIGILANCE**

L'ensemble du département du Cher est placé en VIGILANCE.

Il est demandé à l'ensemble des consommateurs d'eau, qu'elle provienne d'un point de prélèvement privé ou d'un réseau public de distribution, de faire preuve de responsabilité dans l'utilisation de la ressource en eau. Les services de l'État et les collectivités mettent en place une communication active en direction de l'ensemble des usagers.

### **Article 3 – CONSTAT DE FRANCHISSEMENT DES DÉBITS-SEUILS**

Il est constaté en outre, pour les bassins versants des rivières ci-dessous, le franchissement du seuil de débit traduisant une situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise :

#### **SITUATION D'ALERTE :**

- bassin de l'Allier
- bassin de la Loire
- bassin de la Vauvise

#### **SITUATION D'ALERTE RENFORCEE :**

- bassin de la Petite Sauldre

#### **SITUATION DE CRISE :**

- bassin de l'Aubois
- bassin de l'Arnon amont
- bassin de l'Arnon aval

- bassin de l'Yèvre à l'aval de Bourges
- bassin de l'Yèvre à l'amont de Bourges
- bassin de l'Auron
- bassin du Cher
- bassin du Fouzon
- bassin de l'Indre

Ces situations nécessitent la mise en place de mesures de restriction de certains usages de l'eau, telles que définies dans les articles suivants.

La liste des communes concernées est reportée en annexe du présent arrêté. Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Les mesures du présent arrêté s'appliquent à la commune dans la limite du bassin hydrographique concerné, à l'exception des usages domestiques et des prélèvements effectués à partir du réseau de distribution d'eau potable. Ces usages sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune.

#### **Article 4 – MESURES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE**

Les mesures suivantes sont prises :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine sur l'ensemble des bassins placés en situation d'alerte et de 12 heures à 20 heures sur les bassins de la Loire et de l'Allier,
- Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) mettent en œuvre les dispositions du plan d'alerte prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- Les usagers de l'eau à des fins industrielles (hors ICPE) ou d'alimentation en eau potable informent le service de Police de l'eau de leurs besoins réels et prioritaires et de leurs ressources alternatives éventuelles pour une période d'un mois à partir de la publication de l'arrêté. Ces informations sont adressées avec une périodicité de un mois.
- Les préleveurs tiennent à jour un registre de suivi hebdomadaire des installations de prélèvement sur lequel sont indiqués les index hebdomadaires des compteurs : il doit être tenu à disposition des agents de contrôle.
- Les exploitants de systèmes d'assainissement de plus de 2000 équivalents habitants, fournissent au service police de l'eau les volumes journaliers collectés et traités et les résultats de l'autocontrôle et de l'auto-surveillance des quinze jours précédant la publication de l'arrêté, ils l'informent des optimisations possibles du traitement.
- Certains prélèvements pour usage domestique sont interdits : remplissage des piscines privées (hors piscines en construction), remplissage des bassins d'agrément, plans d'eau et étangs.
- L'arrosage des pelouses, des espaces verts (à l'exception des massifs fleuris), des terrains de sport et des golfs est interdit de 10 heures à 20 heures dans les communes concernées. Les terrains de golfs tiennent un registre de leurs prélèvements, rempli hebdomadairement.
- Le lavage des véhicules est interdit de 12 heures à 17 heures hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression, hors véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (bétonnières) et hors organismes liés à la sécurité publique.
- L'alimentation des plans d'eau à partir d'un cours d'eau est interdit :
  - pour les plans d'eau établis par barrage, l'intégralité du débit entrant devra être restitué à l'aval du barrage,
  - pour les plans d'eau en dérivation de cours d'eau, la prise d'eau devra être fermée.

Cette disposition ne s'applique pas aux plans d'eau soumis au respect d'un débit réservé par un règlement ou un arrêté préfectoral.

- Toute manœuvre de vanne visant à soustraire de l'eau au cours d'eau est interdite. En particulier, il est interdit à tout propriétaire ou utilisateur d'ouvrage de régulation ou de stockage situé sur un cours d'eau ou en dérivation de celui-ci, de modifier par des manœuvres les niveaux dans les biefs et de provoquer des variations de débit à l'aval.
- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du Canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables sont réduits de 20 %. Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont réduits de 10%.

#### **Article 5 – MESURES SUPPLÉMENTAIRES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE RENFORCÉE**

En complément des mesures mises en place au déclenchement du plan d'alerte décrites à l'article 4, les mesures suivantes sont prises :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 10 heures à 20 heures tous les jours de la semaine.
- Les prélèvements pour l'irrigation dans les eaux souterraines de *type B* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine.
- Les exploitants d'ICPE mettent en œuvre les dispositions du plan d'alerte renforcée prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- L'arrosage des pelouses, des espaces verts (à l'exception des massifs fleuris), des terrains de sport et des golfs (à l'exception des « greens et départs ») est interdit dans les communes concernées.
- Le lavage des véhicules est interdit de 10 heures à 20 heures hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression, hors véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (bétonnières) et hors organismes liés à la sécurité publique.
- Le lavage des voies et trottoirs est interdit, en dehors de la nécessité de la salubrité publique.
- Les exploitants des systèmes d'assainissement de plus de 2 000 équivalents habitants optimisent la qualité des rejets dans les eaux superficielles suivant les possibilités dont ils informent le service de Police de l'eau. Ils rendent compte à l'administration des actions engagées. A défaut d'amélioration possible de la qualité du rejet, l'exploitant en fournit les raisons à l'administration.
- La vidange des plans d'eau, de retenues, de biefs est interdite.
- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du Canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables sont réduits de 60%. Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont réduits de 20%.

#### **Article 6 – MESURES SUPPLÉMENTAIRES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION DE CRISE**

En complément des mesures mises en place au déclenchement du plan d'alerte et du plan d'alerte renforcée, décrites aux articles 4 et 5, les mesures suivantes sont prises :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits.
- Les prélèvements pour l'irrigation dans les eaux souterraines de *type B* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 10 heures à 20 heures tous les jours de la semaine.
- Le lavage des véhicules est interdit, dans quelque installation que ce soit, à l'exception des véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique et pour les organismes liés à la sécurité publique.

- Les exploitants d'Installations Classées mettent en œuvre les dispositions du plan de crise prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- L'arrosage des jardins potagers, des massifs fleuris et des « greens » dans les golfs est interdit de 8 heures à 20 heures.
- Les exploitants des systèmes d'assainissement disposant d'une solution alternative aux rejets dans les eaux superficielles la mettent en œuvre.
- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables et les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont interdits.
- Le remplissage de tout plan d'eau à partir d'un cours d'eau est interdit.

## Article 7 – PRÉLÈVEMENTS CONCERNÉS

Compte tenu de la relation étroite entre la nappe des calcaires du Jurassique et les cours d'eau qui les surplombent,

- sont considérés comme prélèvements dans les eaux souterraines de *type A*, les prélèvements dans la nappe alluviale des cours d'eau (forages ou plans d'eau alimentés par l'affleurement d'une telle nappe) ;
- sont considérés comme prélèvements dans les eaux souterraines de *type B*, les prélèvements dans la nappe des calcaires du Jurassique dans l'ensemble du département à l'exclusion de ceux appartenant au *type A*.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables :

- pour l'usage irrigation : aux prélèvements dans les cours d'eau et aux prélèvements souterrains de *type A et B* des zones d'alerte, même dispensés d'autorisation ou de déclaration ;
- pour les autres usages : à tous les prélèvements dans les eaux superficielles ou souterraines, ou un réseau de distribution d'eau potable, même dispensés d'autorisation ou de déclaration.

Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ne s'appliquent pas :

- à l'irrigation à partir des réserves alimentées exclusivement par remplissage en période de hautes eaux avant le 1er avril, ou par ruissellement ;
- aux prélèvements d'irrigation faisant l'objet d'une autorisation dans le cadre du protocole de gestion volumétrique du bassin Yèvre-Auron ;
- aux prélèvements d'irrigation souterrains autres que ceux définis ci-dessus.

## Article 8 – TOURS D'EAU

Les exploitants dont la liste est dressée ci-après ne sont pas soumis aux restrictions horaires prévues aux articles 4, 5 et 6 du présent arrêté. Ceux-ci s'organisent en tours d'eau, selon les modalités transmises par le Syndicat des Irrigants à la direction départementale des Territoires du Cher.

Jours d'arrêt de l'irrigation (arrêt de 8h au lendemain 8h) selon le niveau d'alerte

### Tours d'eau pour 2020 : Bassin du Fouzon

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRÊT (arrêt de 8h00 au lendemain 8h00)					N° MISE	
			Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise Jour 1	Crise Jour 2		
GAEC de la Garenne	FERROCHON	Serge		Dimanche			Dimanche	Lundi	
SCEA des Champes du Loup	GEORGES	Sandrine		Samedi			Samedi	Dimanche	F18103003

### Tours d'eau pour 2020 : Bassin de la Vauvise

Exploitation	Nom	Prénom	Type	Alerte renforcée			Crise		N° MISE
				Arrêt jour 1	Arrêt jour 1	Arrêt jour 1	Arrêt jour 1	Arrêt jour 2	
EARL de la Commanderie	COLIN	Cécile	B	Dimanche			Dimanche	Lundi	
SCEA CHAUMASSON	ELLUIN	Antoine et Philippe	B	Lundi			Lundi	Mardi	F18053001 / F18053002
SCEA du Moulin de Jeigny	LECLERC	Florent	B	Samedi			Vendredi	Samedi	
SAS DELANOUE	DELANOUE	Thierry	B	Dimanche			Mercredi	Dimanche	
SCEA du Moulin de Nerney	BREUSSE	Mathieu	B	Dimanche			Samedi	Dimanche	

### Tours d'eau pour 2020 : Bassin de l'Arnon

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRÊT (arrêt de 8h00 au lendemain 8h00)					N° MISE
			Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise Jour 1	Crise Jour 2	
EARL DE BEAUVOIR	GERMAIN	Alban	Dimanche	Samedi	Dimanche			
SCEA DE LA PLAINE LAYAU	PEYRON	Berengère	Dimanche	Samedi	Dimanche			
SCEA DE DAME SAINTE	COURSEAU	Michel		Samedi		Dimanche	Lundi	
EARL DU PETIT PORT	PREVOST	Philippe		Dimanche		Samedi	Dimanche	
GAEC BONET	BONET	Pascal	Dimanche	Dimanche	Mercredi			
SCEA du TREMBLAY	TATIN	Jean	Samedi	Vendredi	Samedi			
GAEC DOMAINE CHEVILLY	LESTOURGIE	Yves	Dimanche	Dimanche	Lundi	Dimanche	Lundi	
SCEA DES SAPINS	TUZIAK	Thierry	Judi	Jeu	Vendredi			
SCEA de BERMELLES	POINTEREAU	Julien	Lundi	Lundi	Mardi			
SCEA de BERMELLES	POINTEREAU	Julien		Lundi		Lundi	Mardi	
SCEA de BOURDOISEAU	POINTEREAU	Julien	Mardi	Mardi	Mercredi			
SCEA de BOURDOISEAU	POINTEREAU	Julien		Mardi		Mardi	Mercredi	

### Tours d'eau pour 2020 : Bassin du Cher

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRÊT (arrêt de 8h00 du matin au lendemain 8h00)					N° MISE
			Alerte	Alerte renforcée jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise - Jour 1	Crise - Jour 2	
EARL TERRIER	TERRIER	Jean-Michel	Vendredi	Vendredi	Judi			
SCEA LBS BROSSATS	BORELLO	Cécile	Lundi	Lundi	Vendredi			F18133009
SCEA MULLER	MULLER	Linda	Mardi	Mardi	Vendredi			
SCEA du BOUCHE	JULLIEN	Eric		Mardi		Mardi	Mercredi	
EARL CHAMPROY	RADERMA	Maika	Samedi	Samedi	Dimanche			
SCEA DE LA VERONE	MAUPLIN	Olivier	Dimanche	Samedi	Dimanche			F18039755 / F18053536
SCEA de MANGOU	DE MANGOU	Edouard	Vendredi	Lundi	Vendredi			
EARL DU TOUKIN	MASSON	Thibaut		Dimanche		Dimanche	Lundi	F18036006
SCEA DOMAINE GOYER	GOYER	Samuel		Dimanche		Samedi	Dimanche	F18063011
SCEA des Grands Ormes	GALLON	Christophe	Dimanche	Dimanche	Samedi			
SCEA Saint Etienne	FESTA	Alessandro		Mercredi		Mercredi	Judi	
SCEA Saint Etienne	FESTA	Alessandro	Mercredi	Mercredi	Judi			
EARL de VERDEAU	BURET	Frédéric	Dimanche	Dimanche	Samedi			
SCEA LE VIVIER	BORELLO	Cécile		Mardi		Mardi	Mercredi	F18122002 / F18122003
SCEA DU PUIT D'IONOUX	MOREAU	Claude		Mercredi		Mercredi	Judi	
SCEA DU PRIEUR DE MANZAY	JAN	Anne		Dimanche		Dimanche	Samedi	F18237032 / F18125002

### Tours d'eau pour 2020 : Bassin des SAULDRES

Exploitation	Nom	Prénom	N° Mise	Rivière	Bief	Q (m <sup>3</sup> /s)	JOURS D'ARRÊT (arrêt de 8 h 00 au lendemain 8 h 00)		
							Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée Jour 2
EARL GODIN Christian	GODIN	Christian	818057013	Canal de la Sauldre	Bief de Lauroy	100	Judi	Mercredi	Judi
SCEA BOURGOIN	BOURGOIN	Vincent	818067002	Canal de la Sauldre	Bief de Lauroy	50	Lundi	Lundi	Mardi
GAEC DE RANSON	BAILLY	Mickaël	818030001	Canal de la Sauldre	Bief des Fouchères	50	Samedi	Vendredi	Samedi
GAEC de FETANG du PUIT	BESSET & BELHOUTE	Frédéric	818011010	Canal de la Sauldre	Bief des fouchères	100	Dimanche	Dimanche	Lundi
GAEC de FETANG du PUIT	BESSET & BELHOUTE	Frédéric	818011020	Canal de la Sauldre	Bief de la grande Planche	40	Samedi	Vendredi	Samedi
SCEA de VILLEBOIN	PELLERIN	Olivier	818088001	La petite Sauldre		40	Vendredi	Vendredi	Samedi
SCEA DU CORMIER	DE POMMEREAU	Bertrand & Olivier	818088002	La petite Sauldre		240	Dimanche	Dimanche	Lundi
	POLTIER	Benoit	818011005	La Grande Sauldre		70	Vendredi	Judi	Vendredi
	MEUNIER	Christian	818015003	La Nère		50	Lundi	Lundi	Mardi
	TESTARD	Stéphane	818015018	La Nère		75	Samedi	Vendredi	Samedi

## Article 9 – DÉROGATIONS

Des dérogations aux dispositions des articles 4, 5 et 6 pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service de police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

En particulier, les cultures suivantes sont susceptibles de se voir accorder une dérogation quant aux restrictions appliquées à l'irrigation dans le plan de crise (interdiction totale) :

- cultures fruitières et assimilées,
- cultures florales,
- pépinières,
- cultures maraîchères et légumières,
- essais de semences de maïs recherche,
- cultures de semences et de tabac,
- cultures réalisées à des fins de recherche.

Cette dérogation pourra concerner l'ensemble des restrictions (dès le plan d'alerte) pour les exploitations qui irriguent exclusivement les cultures appartenant à la liste précédente.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

Cette demande peut être formulée dès le début de la campagne, à partir du formulaire disponible sur le site Internet de la Préfecture du Cher et en annexe du présent arrêté.

(<http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-année-en-cours>).

#### **Article 10 – POURSUITES PÉNALES ET SANCTIONS**

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du Code de l'Environnement sus-visé. Les services de Gendarmerie et de Police ont également accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'Environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>e</sup> classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction a été constatée.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L. 216-7 du Code de l'Environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 euros.

Cette sanction doit être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application des articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

#### **Article 11 – DURÉE DE VALIDITÉ**

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter de la date de signature du présent arrêté, et cesseront d'office au 30 novembre 2020. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

#### **Article 12 – AFFICHAGE**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie dès réception pour toute la période d'application. Une publicité sera réalisée via un communiqué de presse diffusé à deux journaux locaux du département du Cher.

## **Article 13 – EXÉCUTION**

La Secrétaire Générale de la préfecture, les Sous-Préfètes de Vierzon et Saint-Amand-Montrond, le Directeur Départemental des Territoires du Cher, le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Cher, le Directeur des polices urbaines, les Maires des communes concernées, le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité, et les agents visés à l'article L. 216-3 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 24 septembre 2020

Pour le Préfet,



### **Voies et délais de recours**

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et du Livre IV du Code des Relations entre le Public et l'Administration :

- un recours gracieux, adressé à madame la préfète du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R . 421-2 du Code de Justice Administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45à). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télerecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.



## ANNEXE 1

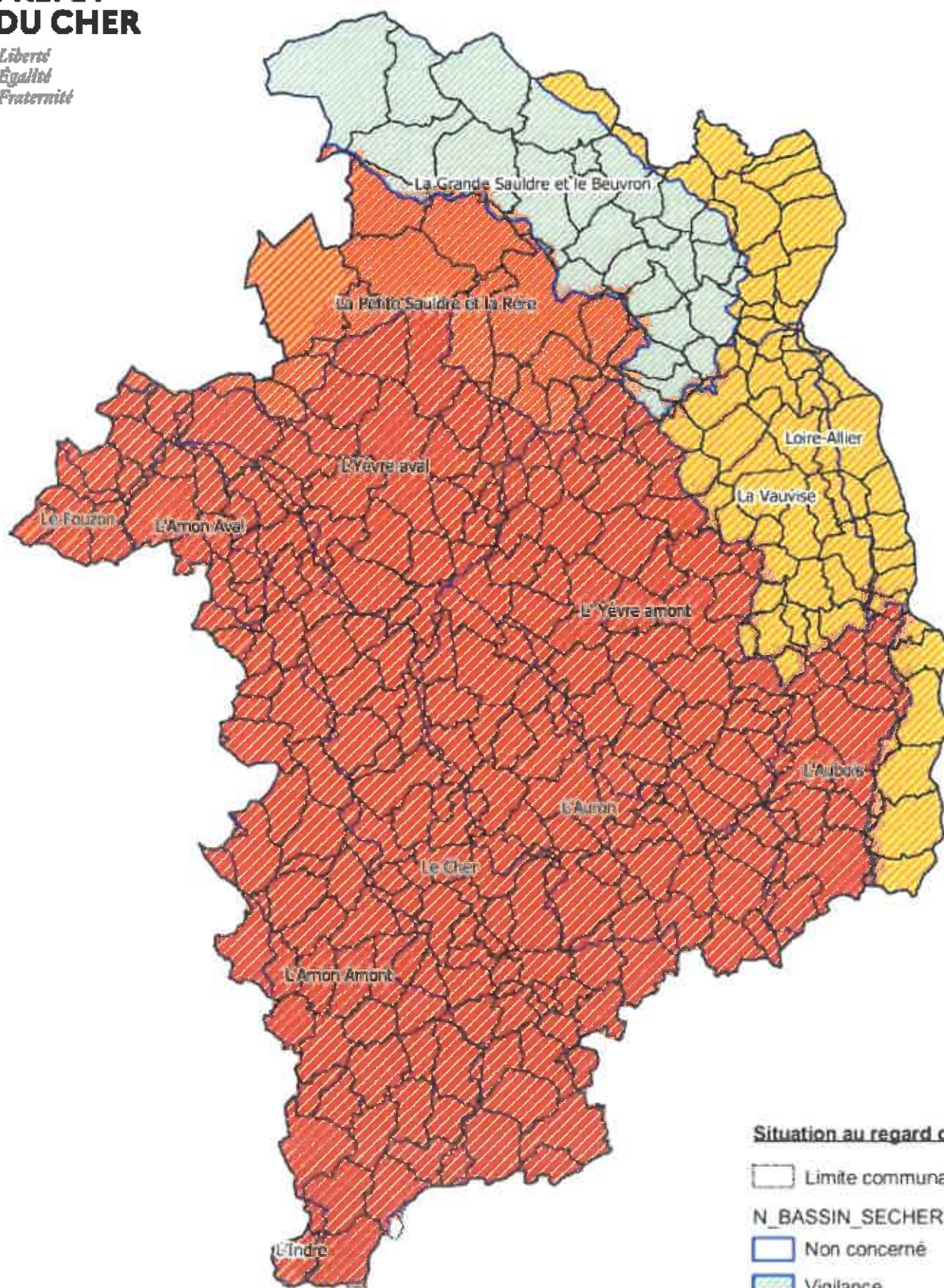
Arrêté DDT-2020-228 du 24 septembre 2020

**Bassins hydrographiques concernés par des mesures de limitation des usages de l'eau**



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



### Situation au regard de l'arrêté

Limite communale

**N\_BASSIN\_SECHERESSE\_018\_mor**

Non concerné

Vigilance

**Alerte**

**Alerte renforcée**

**Crise**

0 10 20 km



## ANNEXE 2

### Liste des communes concernées par les mesures de restriction

Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Les mesures du présent arrêté s'appliquent à la commune dans la limite du bassin hydrographique concerné, à l'exception des usages domestiques et les prélèvements effectués à partir du réseau de distribution d'eau potable. Ces usages sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune.

#### Mesures d'alerte

##### *Bassin de la Loire et de l'Allier*

APREMONT-SUR-ALLIER	JOUET-SUR-L'AUBOIS	SAINTE-LEGER-LE-PETIT
ARGENVIERES	JUSSY-LE-CHAUDRIER	SAINTE-MARTIN-DES-CHAMPS
ASSIGNY	LA CHAPELLE-HUGON	SAINTE-SATUR
BANNAY	LA CHAPELLE-MONTLINARD	SANCERRE
BARLIEU	LA GUERCHE-SUR-L'AUBOIS	SANCOINS
BEFFES	LERE	SANTRANGES
BELLEVILLE-SUR-LOIRE	MARSEILLES-LES-AUBIGNY	SAVIGNY-EN-SANCERRE
BLANCAFORT	MENETOU-COUTURE	SUBLIGNY
BOULLERET	MENETOU-RATEL	SURY-EN-VAUX
BUE	MENETREOL-SOUS-SANCERRE	SURY-ES-BOIS
COUARGUES	MORNAY-SUR-ALLIER	SURY-PRES-LERE
COURS-LES-BARRES	NEUVY-LE-BARROIS	THAUVENAY
CUFFY	PRECY	TORTERON
GROSSOUVRE	SAINTE-BOUIZE	VAILLY-SUR-SAUDRE
HERRY	SAINTE-GEMME-EN-SANCERROIS	VERDIGNY

##### *Bassin de la Vauvise*

ARGENVIERES	GRON	PRECY
AZY	HERRY	SAINTE-BOUIZE
BEFFES	HUMBLIGNY	SAINTE-HILAIRE-DE-GONDILLY
BUE	JALOGNES	SAINTE-LEGER-LE-PETIT
CHARENTONNAY	JUSSY-LE-CHAUDRIER	SAINTE-MARTIN-DES-CHAMPS
CHASSY	LAVERDINES	SAINTE-SATUR
CHAUMOUX-MARCILLY	LUGNY-CHAMPAGNE	SALIGNY-LE-VIF
COUARGUES	MARSEILLES-LES-AUBIGNY	SANCERGUES
COUY	MENETOU-COUTURE	SANCERRE
CREZANCY-EN-SANCERRE	MENETOU-RATEL	SEVRY
ETRECHY	MENETREOL-SOUS-SANCERRE	THAUVENAY
FEUX	MONTIGNY	VEAUGUES
GARDEFORT	MORNAY-BERRY	VILLEQUIERS
GARIGNY	NERONDES	VINON
GROISES	NEUVY-DEUX-CLOCHERS	

#### Mesures d'alerte renforcée

##### *Bassins de la petite Sauldre et de la Rère*

ACHERES	MENETOU-SALON	PRESLY
AUBIGNY-SUR-NERE	MENETREOL-SUR-SAUDRE	SAINTE-MONTAINE
BRINON-SUR-SAUDRE	MERY-ES-BOIS	SAINTE-LAURENT

ENNORDRES  
HENRICHEMONT  
HUMBLIGNY  
IVOY-LE-PRE  
LA CHAPELLE-D'ANGILLON  
LA CHAPELOTTE  
LE NOYER

MOROGUES  
NANCAY  
NEUILLY-EN-SANCERRE  
NEUVY-DEUX-CLOCHERS  
NEUVY-SUR-BARANGEON  
OIZON  
PARASSY

SAINT-PALAIS  
SENS-BEAUJEU  
THENIOUX  
VIERZON  
VIGNOUX-SUR-BARANGEON  
VOUZERON

### Mesures de crise

#### ***Bassin de l'Aubois***

APREMONT-SUR-ALLIER  
AUGY-SUR-AUBOIS  
CHASSY  
COURS-LES-BARRES  
CROISY  
CUFFY  
GERMIGNY-L'EXEMPT  
GIVARDON  
GROSSOUVRE

IGNOL  
JOUET-SUR-L'AUBOIS  
LA CHAPELLE-HUGON  
LA GUERCHE-SUR-L'AUBOIS  
LE CHAUTAY  
MARSEILLES-LES-AUBIGNY  
MENETOU-COUTURE  
MORNAY-SUR-ALLIER  
NERONDES

OUROUER-LES-BOURDELINS  
SAGONNE  
SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS  
SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY  
SANCOINS  
TENDRON  
TORTERON  
VEREAUX

#### ***Bassin de l'Yèvre aval***

ACHERES  
ALLOGNY  
ALLOUIS  
BERRY-BOUY  
BOURGES  
FOECY  
FUSSY  
LA CHAPELLE-SAINT-URSIN  
LE SUBDRAY  
MARMAGNE  
MEHUN-SUR-YEVRE  
MENETOU-SALON

MERY-ES-BOIS  
MERY-SUR-CHER  
MORTHOMIERS  
NANCAY  
NEUVY-SUR-BARANGEON  
PIGNY  
PRESLY  
QUANTILLY  
SAINT-DOULCHARD  
SAINT-ELOY-DE-GY  
SAINTE-THORETTE  
SAINT-GEORGES-SUR-MOULON

SAINT-LAURENT  
SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY  
SAINT-MICHEL-DE-VOLANGIS  
SAINT-PALAIS  
TROUY  
VASSELAY  
VIERZON  
VIGNOUX-SOUS-LES-AIX  
VIGNOUX-SUR-BARANGEON  
VOUZERON

#### ***Bassin de l'Yèvre amont***

LES AIX D'ANGILLON  
ANNOIX  
AUBINGES  
AVORD  
AZY  
BAUGY  
BENGY-SUR-CRAON  
BLET  
BOURGES  
BRECY  
BUSSY  
CHALIVROY-MILON  
CHARLY  
CHASSY  
CHAUMOUX-MARCILLY  
CORNUSSE  
COUY  
CROISY

CROSSES  
DUN-SUR-AURON  
ETRECHY  
FARGES-EN-SEPTAINE  
FLAVIGNY  
GRON  
IGNOL  
JUSSY-CHAMPAGNE  
LANTAN  
LAVERDINES  
LUGNY-BOURBONNAIS  
MOULINS-SUR-YEVRE  
NERONDES  
NOHANT-EN-GOUT  
OSMERY  
OSMOY  
OUROUER-LES-BOURDELINS  
RAYMOND

RIANS  
SAGONNE  
SAINT-CEOLS  
SAINT-GERMAIN-DU-PUY  
SAINT-JUST  
SALIGNY-LE-VIF  
SAINTE-SOLANGE  
SAVIGNY-EN-SEPTAINE  
SEVRY  
SOULANGIS  
SOYE-EN-SEPTAINE  
TENDRON  
VEREAUX  
VILLABON  
VILLEQUIERS  
VORNAY

#### ***Bassin de l'Arnon Amont***

ARCOMPS  
ARDENNAIS

LE CHATELET  
LIGNIERES

SAINT-BAUDEL  
SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY

BEDDES  
CHAMBON  
CHAROST  
CHATEAUMEILLANT  
CHEZAL-BENOIT  
CIVRAY  
CORQUOY  
CULAN  
EPINEUIL-LE-FLEURIEL  
FAVERDINES  
IDS-SAINT-ROCH  
INEUIL  
LA CELLE-CONDE  
LAPAN  
LAZENAY

LOYE-SUR-ARNON  
LUNERY  
MAISONNAIS  
MARCAIS  
MAREUIL-SUR-ARNON  
MONTLOUIS  
MORLAC  
ORCENAI  
PLOU  
POISIEUX  
PREVERANGES  
PRIMELLES  
REIGNY  
REZAY  
SAINT-AMBROIX

SAINT-FLORENT-SUR-CHER  
SAINT-HILAIRE-EN-LIGNIERES  
SAINT-JEANVRIN  
SAINT-MAUR  
SAINT-PIERRE-LES-BOIS  
SAINT-PRIEST-LA-MARCHE  
SAINT-SATURNIN  
SAINT-SYMPHORIEN  
SAUGY  
SAULZAIS-LE-POTIER  
SIDIAILLES  
TOUCHAY  
VENESMES  
VESDUN  
VILLECELIN

***Bassin de l'Arnon Aval***

BRINAY  
CERBOIS  
CHERY  
CHEZAL-BENOIT  
DAMPIERRE-EN-GRACAY  
LA CELLE-CONDE

LAZENAY  
LIMEUX  
LURY-SUR-ARNON  
MASSAY  
MEREAU  
NOHANT-EN-GRACAY

SAINT-AMBROIX  
SAINT-GEORGES-SUR-LA-PREE  
SAINT-HILAIRE-DE-COURT  
SAINT-HILAIRE-EN-LIGNIERES  
VIERZON

***Bassin du Cher***

AINAY-LE-VIEIL  
ARCA  
ARCOMPS  
ARPHEUILLES  
BOURGES  
BOUZAIS  
BRINAY  
BRUERE-ALLICHAMPS  
CERBOIS  
CHAMBON  
CHARENTON-DU-CHER  
CHAROST  
CHATEAUNEUF-SUR-CHER  
CHAVANNES  
CIVRAY  
COLOMBIERS  
CORQUOY  
COUST  
CREZANCAY-SUR-CHER  
DAMPIERRE-EN-GRACAY  
DREVANT  
EPINEUIL-LE-FLEURIEL  
FARGES-ALLICHAMPS  
FAVERDINES  
FOECY  
GENOUILLY  
INEUIL  
LA CELETTE

LA CELLE  
LA CHAPELLE-SAINT-URSIN  
LA GROUTTE  
LA PERCHE  
LAPAN  
LAZENAY  
LE SUBDRAY  
LEVET  
LIMEUX  
LOYE-SUR-ARNON  
LUNERY  
LURY-SUR-ARNON  
MARCAIS  
MARMAGNE  
MASSAY  
MEHUN-SUR-YEVRE  
MEILLANT  
MEREAU  
MERY-SUR-CHER  
MORLAC  
MORTHOMIERS  
NOHANT-EN-GRACAY  
NOZIERES  
ORCENAI  
ORVAL  
PLOU  
PREUILLY  
PRIMELLES

QUINCY  
SAINT-AMAND-MONTROND  
SAINT-CAPRAIS  
SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY  
SAINTE-LUNAISE  
SAINTE-THORETTE  
SAINT-FLORENT-SUR-CHER  
SAINT-GEORGES-DE-POISIEUX  
SAINT-GEORGES-SUR-LA-PREE  
SAINT-GERMAIN-DES-BOIS  
SAINT-HILAIRE-DE-COURT  
SAINT-LOUP-DES-CHAUMES  
SAINT-PIERRE-LES-ETIEUX  
SAINT-SYMPHORIEN  
SAINT-VITTE  
SAULZAIS-LE-POTIER  
SERRUELLES  
THENIOUX  
TROUY  
UZAY-LE-VENON  
VALLENAY  
VENESMES  
VERNAIS  
VESDUN  
VIERZON  
VILLENEUVE-SUR-CHER

***Bassin de l'Auron***

ANNOIX  
ARCA  
ARPHEUILLES  
AUGY-SUR-AUBOIS  
BANNEGON

CONTRES  
CROSSES  
DUN-SUR-AURON  
GIVARDON  
LANTAN

SAINT-DENIS-DE-PALIN  
SAINT-GERMAIN-DES-BOIS  
SAINT-JUST  
SAINT-PIERRE-LES-ETIEUX  
SANCOINS

BESSAIS-LE-FROMENTAL  
BLET  
BOURGES  
BUSSY  
CHALIVROY-MILON  
CHARENTON-DU-CHER  
CHARLY  
CHAUMONT  
CHAVANNES  
COGNY

LE PONDY  
LEVET  
LISSAY-LOCHY  
MEILLANT  
NEUILLY-EN-DUN  
PARNAY  
PLAIMPIED-GIVAUDINS  
SAGONNE  
SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS  
SAINT-AMAND-MONTRON

SENNECAY  
SOYE-EN-SEPTAINE  
THAUMIERS  
TROUY  
UZAY-LE-VENON  
VEREAUX  
VERNAIS  
VERNEUIL  
VORLY  
VORNAY

***Bassin du Fouzon***

DAMPIERRE-EN-GRACAY  
GENOUILLY

GRACAY  
MASSAY

NOHANT-EN-GRACAY  
SAINT-OUTRILLE

***Bassin de l'Indre***

PREVERANGES

SAINT-PRIEST-LA-MARCHE

SAINT-SATURNIN

**ANNEXE 3 : Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation  
pour la saison 2020**

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) : .....  
.....  
.....

**Type d'irrigation / Matériel :**     Aspersion / enrouleur  
   Aspersion / pivot  
   Localisé / goutte à goutte

**Type de culture :**

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées | <input type="checkbox"/> cultures maraîchères et légumières          |
| <input type="checkbox"/> cultures florales                 | <input type="checkbox"/> essais de semences de maïs recherche        |
| <input type="checkbox"/> pépinières                        | <input type="checkbox"/> cultures de semences et de tabac            |
|  | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche. |

**NB :** Aucun autre type de culture ne pourra *a priori* faire l'objet de dérogation.

- |  |
|--|
| <input type="checkbox"/> Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne ..... <sup>1</sup> et je demande une dérogation dès le plan d'alerte |
| <input type="checkbox"/> J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne ..... <sup>1</sup> et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise    |

**Préciser :**

Culture	Surface concernée (ha)	Nombre d'irrigations prévues et volume estimé		
		Juillet	Août	Septembre

- Joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.

- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

**Date :**

**Signature :**